

Remarks to the Standing Committee on National Defence

Committee testimony

September 23rd, 2024 16:30, Ottawa, ON

****FRENCH FOLLOWS BELOW****

Thank you for inviting me to speak about the government's defence policy update. CADSI is the national voice of the Canadian defence industry with more than seven hundred members. These companies have a significant stake in Canada's defence policy.

Today, I want to make two points about Our North, Strong and Free.

First, we were pleased to see a section entitled "Building an Innovative and Effective Defence Industrial Base" and the commitment to "change our approach to working with industry, innovators, and researchers--moving away from transactional approaches for acquiring capabilities to sustained strategic partnerships founded on transparency and trust." The policy also acknowledged that "Building up Canada's defence capabilities must also include building up our defence industrial base."

The Canadian government has long been an outlier internationally in its unwillingness to work in partnership with its domestic defence industry. Our North, Strong and Free suggests a new willingness to fundamentally change the way DND, the CAF and Canada's defence industry interact.

Moving from words to action is a challenge that CADSI enthusiastically embraces. Recently, we submitted a proposal to the government on how to structure and institutionalize the defence industry--government--CAF relationship to meet both domestic and NATO industrial requirements. We look forward to working both with this government and future ones on this.

The government's change of approach hopefully also reflects NATO's current agenda, as allies implement the Defence Production Action Plan - or (DPAP). The DPAP is anchored in the recognition that radically increasing defence industrial output across all members is now core to NATO's strategic concept and to deterring Russia. A strong, resilient defence industrial base is a new element of NATO burden sharing. The Washington Summit further expanded these commitments through the NATO Industrial Capacity Expansion pledge.

So, on industrial co-operation the government seems to be headed in the right direction. On defence funding, however, Canada remains a laggard.

As Our North, Strong and Free was drafted, we witnessed unrestrained brutality and territorial ambitions from Russia toward Ukraine. Leading experts repeatedly say that if Russia prevails, other European democracies will be next on Putin's hit list. The NATO two percent of GDP defence spending requirement,

agreed at Wales in 2014 and re-confirmed last year at Vilnius, has now become an imperative rather than an option.

But you wouldn't know that from the funding the government committed in Our North, Strong and Free--\$8 billion over the next five years. The Parliamentary Budget Officer estimates that it would take nearly double that amount per year over several years to meet NATO's 2% goal.

The disappointing budgetary commitment also implies that Canada hasn't accepted that our own Arctic sovereignty is threatened by Russian and Chinese ambitions. It suggests that Ottawa believes our allies will come to our defence in ways that we will not come to theirs. .

Worse, we have the bizarre situation where the government is giving money to DND with one hand, while taking most of it away with another. I am referring here to the Treasury Board led "professional services" cuts, which amount to between \$800-900 million annually targeting DND. These cuts will further undermine CAF operational readiness by reducing essential professional services that were contracted out to industry, in part as a long-term cost saving measure!

Fixing these financial shortcomings is core to the integrity of Our North, Strong and Free, Canada's standing as a reliable NATO partner, our relationships with our closest allies, and our own national defence.

I'll close with three suggestions.

First, that the government move this fall to design and implement new mechanisms and arrangements, and develop, with industry, a "sustained strategic partnership founded on transparency and trust.

Second, cancel the planned cuts to DND's budget, which amount to \$810 m in 2024-25 and \$908 m in 2026-27 and beyond.

And third, in Budget 2025, start laying out a transparent, year over year fiscal track to get Canada to the 2% NATO defence spending requirement. We cannot wait 4 years for the next defence policy to get started on a Defence Production Action Plan.

Canada, like its NATO allies, needs to prepare for conflict to prevent it. Our commitments to NATO, including 2%, are fundamentally about deterrence. Thank you.

Merci de m'avoir invité à parler de la mise à jour de la politique de défense du gouvernement. CADSI est la voix nationale de l'industrie canadienne de la défense avec plus de 700 membres. Ces entreprises ont un intérêt important dans la politique de défense du Canada.

Aujourd'hui, je souhaite souligner deux points concernant Notre Nord, fort et libre.

Premièrement, nous avons été heureux de voir une section intitulée « Construire une base industrielle de défense innovante et efficace » et l'engagement que « nous modifierons l'approche de la Défense en matière de collaboration avec l'industrie... en passant d'une approche transactionnelle pour l'acquisition de capacités à des partenariats stratégiques durables fondés sur la transparence et la confiance. » La politique reconnaissait également que « le renforcement des capacités de défense du Canada doit également passer par le renforcement de notre base industrielle de défense. »

Le gouvernement canadien a longtemps été une exception internationale en raison de sa réticence à travailler en partenariat avec son industrie de défense nationale. Notre Nord, fort et libre suggère une nouvelle volonté de changer fondamentalement la façon dont le MDN, les Forces Armées et l'industrie de défense canadienne interagissent.

Passer des paroles aux actes est un défi que CADSI relève avec enthousiasme. Récemment, nous avons soumis une proposition au gouvernement sur la manière de structurer et d'institutionnaliser les relations entre l'industrie, le gouvernement et les Forces Armées, afin de répondre aux besoins industriels du pays et de l'OTAN. Nous sommes impatients de travailler à ce sujet avec le gouvernement actuel et les futurs.

Nous espérons que le changement d'approche reflète également le programme actuel de l'OTAN, alors que les alliés mettent en oeuvre le Plan d'action pour la production de défense - ou (DPAP). Le DPAP repose sur la reconnaissance du fait qu'une augmentation de la production industrielle de défense dans tous les membres est désormais au coeur du concept stratégique de l'OTAN et pour dissuader la Russie. Une base industrielle de défense solide et résiliente constitue un nouvel élément du partage des charges au sein de l'OTAN. Le Sommet de Washington a encore élargi nos responsabilités à travers un engagement qui vise l'expansion des capacités industrielles.

Ainsi, en matière de coopération industrielle, le gouvernement semble aller dans la bonne direction. Toutefois, en matière de financement de la défense, le Canada reste à la traîne.

Alors que Notre Nord, fort et libre était en cours d'écriture, nous avons été témoins d'une brutalité et d'ambitions de la Russie envers l'Ukraine. D'éminents experts répètent à plusieurs reprises que si la Russie l'emporte, d'autres démocraties européennes seront les prochaines sur la liste des cibles de Poutine. L'exigence de l'OTAN de consacrer 2% du PIB à la défense, convenue en 2014 et reconfirmée l'année dernière, est désormais devenue un impératif plutôt qu'une option.

Mais vous ne le sauriez pas si l'on se base sur le financement que le gouvernement s'est engagé dans Notre Nord, fort et libre - 8 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Le directeur parlementaire du budget estime qu'il faudrait près du double de ce montant par an, sur plusieurs années, pour atteindre l'objectif de l'OTAN.

Cet engagement budgétaire décevant implique également que le Canada n'a pas accepté que notre souveraineté dans l'Arctique soit menacée par les ambitions russes et chinoises. Cela suggère qu'Ottawa croit que nos alliés prendront notre défense d'une manière que nous ne prendrons pas la leur.

Pire encore, nous sommes confrontés à une situation bizarre où le gouvernement donne de l'argent au MDN d'une main, tout en lui retirant la majeure partie de l'autre. Je fais ici référence aux réductions imposées par le Conseil du Trésor dans les services professionnels, qui s'élèvent à entre 800 et 900 millions de dollars par an, ciblant le MDN. Ces réductions compromettront davantage la préparation opérationnelle des Forces Armées, en réduisant les services professionnels essentiels qui étaient sous-traités à l'industrie, en partie comme mesure d'économie à long terme.

La correction de ces lacunes est essentielle à l'intégrité de Notre Nord, fort et libre, à la position du Canada en tant que partenaire fiable de l'OTAN, à nos relations avec nos alliés et à notre propre défense nationale.

Je terminerai par trois suggestions.

Premièrement, que le gouvernement entreprenne cet automne de concevoir et de mettre en oeuvre de nouveaux mécanismes et de développer, avec l'industrie, un « partenariat stratégique durable fondé sur la

transparence et la confiance ».

Deuxièmement, annuler les réductions prévues dans le budget du MDN, qui s'élèvent à 810 millions de dollars en 2024-2025 et à 908 millions de dollars en 2026-2027 et au-delà.

Et troisièmement, dans le budget 2025, commencer à établir un plan financier transparent, année après année, pour amener le Canada à atteindre l'exigence de 2 % en matière de dépenses de défense. Nous ne pouvons pas attendre quatre ans pour que la prochaine politique de défense démarre sur un plan d'action.

Le Canada, comme ses alliés de l'OTAN, doit se préparer au conflit pour le prévenir. Nos engagements envers l'OTAN, dont 2 %, sont fondamentalement axés sur la dissuasion. Merci.